

OULD KABLIA À PROPOS DES LÉGISLATIVES :

«Une victoire islamiste exclue»

S'il estime que le risque de fraude électorale lors des prochaines élections législatives est quasi-totalement évacué, étant donné les mesures prises et les recommandations émises, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales Daho Ould Kablia n'est, cependant, pas rassuré quant à la participation des électeurs au scrutin. «C'est une crainte qui m'habite», a-t-il répondu, spontané, à une question de la rédaction de la Chaîne III relative au risque d'une forte abstention électorale en mai prochain.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)

D'où vient-il que le ministre de l'Intérieur, qui rarement s'affiche pessimiste, se laisse gagner par la crainte d'une abstention électorale lors des prochaines élections législatives ? Du fait, d'abord, que les scrutins législatifs passés ont tous été marqués par des taux d'abstention assez élevés. A cause, ensuite, de l'attitude de l'électeur pour qui il ne sert à rien d'aller voter, tant est que, pour lui, les résultats sont connus d'avance. La fraude et la répartition préalable des quotas, autrement dit. Daho Ould Kablia a imaginé la parade pour éviter cette situation de forte abstention : mener des campagnes soutenues de mobilisation. Mais pour cela, il lui faudra convaincre que le risque de fraude électorale, que certains partis soupçonnent d'avoir déjà commencé, est évacué. Opportunité offerte, le ministre de l'Intérieur a donné, hier, à entrevoir la substance de l'argumentaire qui sera convoqué pour cette campagne de mobilisation de l'électorat. «La fraude électorale a toujours été l'alibi par qui certains justifiaient leurs défaites électorales», a-t-il asséné, rappelant au passage que 15 mesures ont été édictées pour

garantir des élections transparentes. De plus, a-t-il averti, les walis savent à quoi ils s'exposent au cas où des fraudes sont signalées : outre les poursuites pénales, ils subiront la décision régaliennne de révocation. «Il n'y aura pas de fraude massive. Il y aura, peut-être, de petits incidents. La loi prévoit les voies de recours.» Qu'en est-il de l'observation internationale que certains, à l'instar du RCD, réclament massive et de qualité ? Daho Ould Kablia a affirmé que toutes les institutions internationales ont été invitées à envoyer des observateurs et que libre à elles d'envoyer des observateurs en nombre qu'elles désirent. «Elles peuvent envoyer 2 000 ou 5 000, si elles veulent. Nous les avons invités pour satisfaire les éternels suspicieux et donner un gage pour l'étranger pour ne pas être montrés du doigt.»

Ahmed Ouyahia, le militant partisan, n'est donc pas seul à écarter une victoire islamiste lors des prochaines élections législatives.

Le ministre de l'Intérieur Daho Ould Kablia est également d'avis que les islamistes algériens ne parviendront pas à reproduire les scénarios électoraux post-révolutions dans les pays arabes. A ceux qui prédisent la victoire de l'étendard vert, Daho Ould



Photo : Samir Sid

Pour éviter la fraude, Ould Kablia mènera des campagnes soutenues de mobilisation.

Kablia cite ce vieil adage : «Il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué.»

Pour le ministre de l'Intérieur, personne ne peut prévoir de quelle manière le peuple se comportera lors du prochain scrutin. «Personne ne peut se mettre à la place du peuple pour dire vers quelle direction va se porter son choix.

L'Algérie a ses spécificités et ses valeurs sociétales qui ne ressemblent pas forcément à ce qui existe ailleurs où les votes ont sanctionné des politiques et non des valeurs. Alors restons sur la réserve et attendons ce qui se passera.» Daho Ould Kablia, qui s'avère disert lorsqu'il lui est donné de

disserter sur l'islamisme, ne croit pas, par ailleurs, à une possible alliance électorale entre les partis islamistes. «Les observateurs savent que ces partis ont des idées et des ambitions différentes», a-t-il expliqué, ajoutant qu'«il ne s'agit pas d'ambitions doctrinales, mais d'ambitions de personnes. On ne voit pas qui pourra se placer sous la tutelle de l'autre au niveau de ces partis.»

MSP : retrait tactique de l'Alliance présidentielle

Aboutdjerra Soltani a beau s'échiner à convaincre que le retrait de son parti de l'Alliance présidentielle est

politique, il trouve désormais en Ould Kablia un franc contradicteur. Ce dernier a estimé que le retrait du MSP de l'Alliance est «tactique» et obéit à des calculs purement électoraux.

«Il (le MSP, ndr) veut s'engager dans la bataille électorale avec un esprit de compétition, libéré de toute forme de tutelle.»

Pas de partis pour les anciens du FIS

Les anciens du parti islamiste dissous (ex-FIS) qui désirent s'investir à nouveau dans l'activité partisane doivent, a insisté Ould Kablia, faire avec le tri administratif.

Leur réadmission pour l'aventure partisane, surtout en qualité de membres fondateurs de parti, est sujette à un examen sécuritaire préalable. Mais, en définitive, ils ne peuvent fonder des partis. Tout au plus, ils peuvent militer dans des partis.

«Ceux qui ne sont pas visés par l'ordonnance de 2006 portant application de la charte pour la paix et la réconciliation nationale peuvent adhérer à des partis politiques, à condition de ne pas en créer un nouveau. Car s'ils le font, ils vont se baser sur l'idéologie du parti dissous. Mais ils peuvent appartenir à des partis de la mouvance qu'ils souhaitent sans pouvoir être membres fondateurs.

C'est pour cela que nous parlons d'études du cas par cas. Nous ferons des enquêtes réglementaires avec les trois services de sécurité. Si les avis sont défavorables, nous demanderons à ces partis d'exclure de leurs listes les membres fondateurs qui n'ont pas le droit de l'être.»

S. A. I.

MONCEF MERZOUKI

DÉNONCE LA «DÉFORMATION» DE SON DISCOURS À TRIPOLI

Démenti officiel de la présidence tunisienne

La présidence tunisienne a rendu public, lundi dernier, un communiqué transmis hier à la presse par l'ambassade de Tunisie à Alger, où elle dément catégoriquement des propos attribués au président Moncef Merzouki par certains titres de la presse arabe, à propos de l'Algérie lors d'une récente visite en Libye.

«Suite à des articles publiés par certains titres de la presse arabe déformant le discours du président de la République tunisienne Mohamed Moncef Merzouki en Libye et insinuant une tentative d'ingérence dans les affaires internes de l'Algérie, la présidence de la République exprime son étonnement quant à de tels commentaires et tient à réaffirmer son total respect à la souveraineté de l'Algérie, de son président, de son gouvernement et de son peuple.»

Le communiqué de la présidence tunisienne annonce, par ailleurs, la participation officielle de Abdelaziz Bouteflika aux festivités célébrant le premier anniversaire de la révolution tunisienne, le 14 janvier prochain. De même qu'une visite prochaine à Alger de Moncef Merzouki qui, «fait exceptionnel dans les usages diplomatiques, a donné son accord à la demande formulée ce jour par l'Algérie de nommer M. Abdelkader Hadjar en qualité d'ambassadeur plénipotentiaire à Tunis».

R. N.

HENRI ENSHER, AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS À ALGER :

«L'Algérie doit jouer un rôle plus important dans le monde»

Le gouvernement américain soutient les efforts du peuple algérien et de son gouvernement pour une réforme politique mais, en tant que gouvernement étranger, ne s'ingère pas dans les affaires internes de l'Algérie.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Voici en substance ce qu'a déclaré l'ambassadeur des Etats-Unis à Alger, M. Henri Ensher, hier, en marge de la cérémonie de signature du mémorandum d'entente entre le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et la fondation Word Learning, tenue au siège du ministère. «Nous sommes en Algérie des partenaires dans une relation bilatérale. Et nous soutenons les efforts du gouvernement algérien et aussi la volonté et les efforts du peuple algérien, consentis pour les réformes politiques engagées. Ainsi, nous suivons les évolutions de ces réformes tous les jours», a-t-il dit. Et de se démarquer

dudit processus engagé il y a presque une année : «Ces réformes sont néanmoins l'affaire du peuple algérien. Et nous, ici en Algérie, en tant qu'étrangers, en tant qu'amis, la volonté des Algériens nous la soutenons et nous appuyons leurs aspirations à la réforme mais, nous ne n'ingérons pas dans leurs affaires.» La cérémonie se signa-ture de ce mémorandum d'entente pour la promotion de la qualité d'enseignement de la langue anglaise en Algérie a, par ailleurs, été présidée, côté algérien, par le secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Mohammed Gherras. Ce dernier a évoqué la volonté de la partie algérienne

de sortir, dans ses échanges, du cadre étroit que lui permet l'usage de la langue française. «Nous avons de grandes carences en anglais et avec l'apport de nos partenaires américains, nous devons améliorer la qualité de l'enseignement à travers nos écoles doctorales et donc des enseignants de la langue anglaise. C'est une priorité pour nous parce que cette langue va nous ouvrir de nouveaux horizons en matière de coopération avec les pays anglo-saxons notamment», souligne-t-il. Le chef de la mission diplomatique américaine à Alger a abondé dans le même sens : «L'apprentissage de la langue anglaise établira des passerelles entre les deux peuples américain et algérien et renforcera la coopération entre leurs deux pays. Nous estimons que l'Algérie doit jouer un rôle plus important dans le monde, dans tous les domaines, ceux économiques et

culturels notamment. Et la langue anglaise lui permet de mieux s'intégrer dans la communauté internationale.»

Il convient enfin de signaler que ce mémorandum d'entente – il s'agit d'un projet d'interconnexion entre les écoles doctorales d'Alger, Oran et Annaba à des universités américaines – vient renforcer une coopération bien en place à travers le centre de carrière de l'Université Mentouri de Constantine, un partenariat conclu avec The William Davidson Institute. Ce partenariat ayant permis de bien intégrer l'Université de Constantine dans son environnement économique, un autre centre de carrière, révèle M. Ensher, verra bientôt le jour à Ouargla au profit des étudiants de l'Université Kasdi-Merbah, et ce, dans le cadre du nouveau projet d'interconnexion prévu dans le mémorandum d'entente.

L. H.

DES DIRIGEANTS D'EL ISLAH DÉNIGRENT TACITEMENT OUYAHIA

«Il sollicite la sympathie de la France»

Le Premier ministre «sollicite la bienveillance de la France» pour servir ses ambitions présidentielles. L'affirmation émane de dirigeants d'El Islah qui ont animé hier une conférence de presse.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Même si le Premier ministre n'a pas été cité nominativement, ses récents propos vilipendant le gouvernement turc et l'appelant à ne pas marchander la période coloniale en Algérie, sont cependant mal appréciés au Mouvement de la réforme nationale.

En ce que «le concerné croit encore que c'est la France qui désigne les chefs d'Etat en Algérie», dira le président de la commission préparatoire du

congrès extraordinaire d'El Islah, Djamel Soualah, qui a coanimé cette conférence avec le secrétaire général de ce parti, Kadri Miloud. Or, c'est la sympathie du peuple, souverain dans ses choix, qu'il s'agit plutôt de solliciter, relèvera ce dirigeant. Et une souveraineté qui ne mérite pas d'être insultée, ridiculisée, affirmera Kadri Miloud, convaincu au demeurant que c'est le choix islamiste qui dominera. En ce sens, le SG d'El Islah affiche sa réceptivité à toute initiative fédératrice du courant nationaliste et islamiste, rappelant les contacts entrepris avec plusieurs personnalités nationales en ce sens, ainsi que sa disponibilité à travailler avec les futurs élus. Kadri Miloud, qui a qualifié les réformes politiques en cours de «factices», a également condamné «ceux qui

veulent mener l'Algérie au chaos. Voire, selon des agendas extérieurs». De même, les représentants d'El Islah ont dénoncé ceux qui «font dans la manigance» dans le parti, confronté à un «complot» et à des interférences émanant du ministère de l'Intérieur. Et notamment l'ancien candidat à la présidentielle de 2009, Djahid Younsi, que Miloud Kadri a clairement accusé d'agressions physiques sur sa personne.

Pour autant, et hostile à la tentative de lui imposer un «Karazai», El Islah s'affirme toutefois prêt à tenir son congrès constitutif, car satisfaisant aux conditions requises et malgré les contraintes de l'administration, et à reprendre son siège national.

C. B.